



TABLEAU DE BORD économique de l'Île-de-France

LES DOUTES S'ACCUMULENT POUR L'ÉCONOMIE FRANCILIENNE MAIS NE SE GÉNÉRALISENT PAS

Après avoir vu son rythme se modérer dès le début de 2018, l'économie francilienne a enregistré de nouveaux signaux défavorables au troisième trimestre 2018. Ainsi, les commercialisations de bureaux dans la région ont très nettement décéléré au cours de l'été dernier. Ce ralentissement s'est ajouté aux autres doutes apparus en Île-de-France au printemps. Le nombre de défaillances d'entreprises a ainsi augmenté pour le second trimestre consécutif (+ 6,0 % au troisième trimestre). Par ailleurs, le volume des créations nettes d'emploi est moins important qu'en 2017 et n'est plus suffisant pour faire diminuer le taux de chômage francilien : à 8,0 %, celui-ci ne s'est réduit que de 0,1 point depuis le printemps 2017 et reste supérieur de 1,7 point à son niveau d'avant-crise. Certaines tendances sont malgré tout restées positives : d'une part, le total des créations d'entreprises est toujours très élevé dans la région (+ 19,1 % sur un an) ; d'autre part, la fréquentation hôtelière francilienne est restée favorablement orientée, notamment grâce à la clientèle étrangère ; enfin, le taux de vacance des bureaux franciliens est au plus bas depuis 10 ans.

Conjoncture française

Après être ressortie à + 0,2 % à la fois au premier et au deuxième trimestre 2018, la croissance hexagonale a retrouvé un semblant de tonus au cours de l'été dernier (+ 0,3 %) mais est restée inférieure à ses niveaux de 2017 (au moins + 0,6 % au cours de chacun des trimestres). L'acquis de croissance après les neuf premiers mois de 2018 a ainsi atteint + 1,5 % ; la croissance sur l'ensemble de l'année a probablement été de la même ampleur, soit une hausse très inférieure aux + 2,3 % de 2017. Dans ce contexte ralenti, la France crée moins d'emplois : le nombre d'emplois salariés privés a en effet augmenté de 22 800 sur un trimestre au troisième trimestre 2018 alors que les créations nettes s'étaient notamment élevées à plus de 100 000 au quatrième trimestre 2017 ; parallèlement, le taux de chômage en France métropolitaine n'a pas fait mieux que se stabiliser à 8,8 % de la population active en moyenne au troisième trimestre 2018.

Tendances à court terme

Les toutes dernières informations disponibles concernant l'Île-de-France montrent que l'activité a peiné fin-2018. L'activité industrielle francilienne a notamment ralenti, la diminution des cadences ayant été particulièrement marquée en novembre pour les industries automobile et agro-alimentaire. Pénalisés par le climat social, les services marchands ont également décéléré mais dans une moindre mesure que l'industrie ; les tendances sont toutefois hétérogènes et l'hôtellerie-restauration a subi une baisse de fréquentation. Plus globalement, l'environnement macroéconomique, tant en zone euro qu'au niveau mondial, est de moins en moins porteur. En revanche, la baisse du prix du pétrole (le cours du Brent oscille désormais autour de 60 \$ alors qu'il avait dépassé les 85 \$ au début de l'automne dernier) redonne du pouvoir d'achat aux ménages et de l'oxygène aux marges des entreprises.

Indice de la production nationale industrielle

3^e trimestre 2018 - glissement annuel

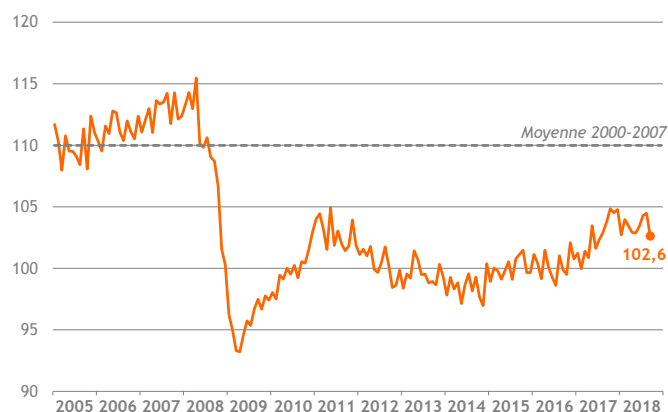
+ 0,8 %

La production industrielle hexagonale est à la peine depuis le début de 2018. Ainsi, au troisième trimestre 2018, même si elle a augmenté de 0,7 % par rapport au deuxième trimestre, elle n'a été supérieure que de 0,8 % à celle du troisième trimestre 2017.

Conséquence de cette décélération, l'Indice de la Production Industrielle (IPI) de septembre dernier était inférieur de 2,1 % au dernier point haut d'octobre 2017. Par ailleurs, si l'IPI est resté éloigné des creux dans lesquels il était englué de 2012 à 2014, il n'a toujours pas dépassé les plus hauts qu'il avait atteints après le rebond post-récession de 2008-2009 (104,9 au maximum en mai 2011). Au plan sectoriel, les industries agro-alimentaires (-1,8 % sur un trimestre et -2,0 % sur un an) ont particulièrement été en difficulté au troisième trimestre 2018.

Indice de la production nationale industrielle

(données cjo-cvs - base 100 en 2015)



Source : Insee

La conjoncture européenne

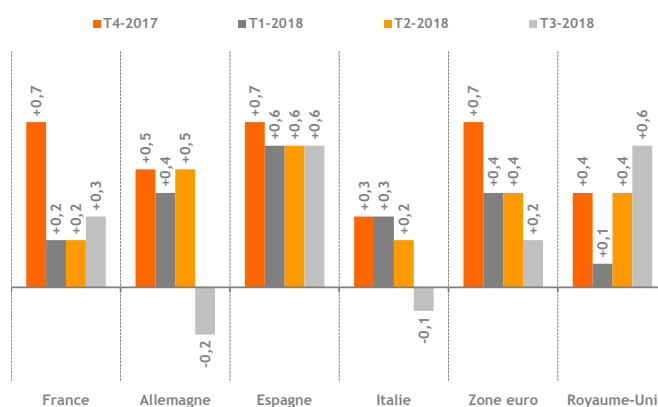
3^e trimestre 2018 - PIB de la zone euro

+ 0,2 %

L'essoufflement progressif de la croissance européenne s'est confirmé au troisième trimestre 2018 ; ainsi, le PIB a crû de seulement 0,2 % dans la zone euro et 0,3 % dans l'Union européenne (UE28), soit respectivement 0,5 point et 0,3 point de moins qu'au dernier trimestre de 2017. Parmi

les principales économies continentales, la croissance espagnole (+ 0,6 %) a de nouveau été plus soutenue que la moyenne européenne ; une fois n'est pas coutume, la performance française (+ 0,3 %) a quant à elle été supérieure à celle de l'Allemagne, le PIB allemand se contractant même de 0,2 %. Hors zone euro, la croissance britannique a retrouvé du tonus (+ 0,6 %) alors qu'elle avait été cantonnée à + 0,1 % début 2018. Parallèlement, le reflux du taux de chômage s'est poursuivi mais a ralenti : en septembre dernier, le taux s'est établi à 6,7 % dans l'Union européenne (contre 6,8 % en juin) et à 8,1 % en zone euro (contre 8,2 %).

Croissance trimestrielle du PIB dans les principaux pays de l'Union européenne



Source : Eurostat et Insee

Chiffres clés

	Ile-de-France	France	Part Ile-de-France/France
Superficie (en km ²)	12 012	543 965	2,2 %
Nombre de communes	1 268	34 970 (France métrop. : 34 841)	3,6 % (3,6 %)
Population (en millions - au 1 ^{er} janv. 2019 - Insee)	12,2	67,0 (France métrop. : 64,8)	18,2 % (18,8 %)
Densité de la population au km²	1 017	123	-
PIB 2015 (en volume, en milliards d'euros - Insee)	668,5	2 194,2 (France métrop. : 2 152,5)	30,5 % (31,1 %)
PIB/habitant 2015 (en euros)	55 204	32 967 (France métrop. : 33 409)	-
PIB/emploi 2015 (en euros)	107 715	79 773 (France métrop. : 80 214)	-
Emplois salariés privés (3 ^e trimestre 2018 - Insee Ile-de-France)	4 755 262	19 392 341	24,5 %
Taux de chômage (3 ^e trimestre 2018 - Insee Ile-de-France)	8,0 %	9,1 % (France métrop. : 8,8 %)	-

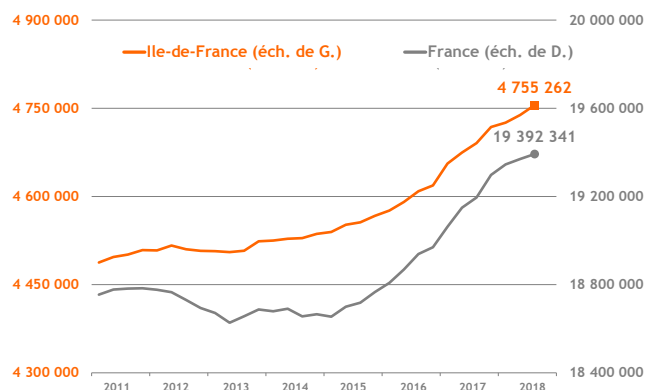
Emploi salarié privé

3^e trimestre 2018 - glissement annuel

+ 1,4 %

L'emploi en Ile-de-France a de nouveau été favorablement orienté au troisième trimestre 2018. Ainsi, l'emploi salarié privé a augmenté de 0,4 % par rapport au trimestre précédent, soit quelque 16 800 créations nettes d'emplois ; la variation en glissement annuel s'est quant à elle élevée à + 1,4 % mais il convient de rappeler qu'elle avait atteint + 2,1 % au quatrième trimestre 2017. Au niveau sectoriel, les évolutions dans la région sont restées hétérogènes : ainsi, l'emploi salarié privé francilien a crû de 0,8 % sur un trimestre dans la construction et de 0,4 % dans le tertiaire marchand tandis qu'il se réduisait de 0,3 % dans l'industrie. Quoiqu'il en soit, la tendance sur le marché francilien est apparue plus dynamique qu'au plan national où l'emploi n'a augmenté que de 0,1 % sur un trimestre et + 1,0 % sur un an.

Emploi salarié privé (données cvs)



Source : Insee Ile-de-France

Demande d'emploi

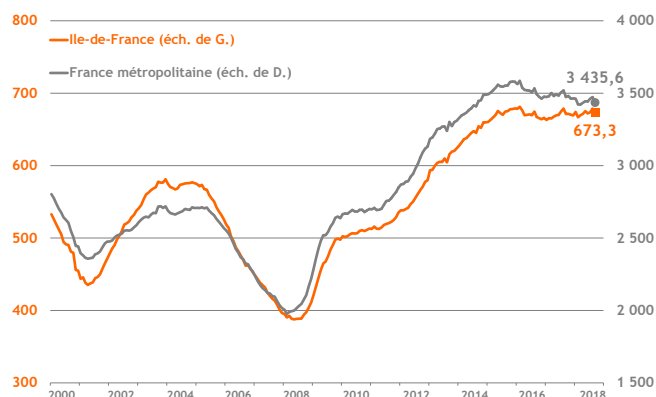
Septembre 2018 - glissement annuel

+ 0,3 %

Malgré les créations d'emplois enregistrées dans la région, le marché du travail francilien souffre toujours et le nombre de demandeurs d'emploi en fin de mois (DEFM) en catégorie A reste à un niveau très élevé en Ile-de-France. En effet, il a augmenté de 0,3 % entre septembre 2017 et septembre dernier et même de 0,4 % en moyenne sur l'ensemble du troisième trimestre 2018. Ainsi, en septembre 2018, il s'élevait à 673 330, soit à peine 8 000 unités de moins qu'en février 2016 lorsque la courbe des DEFM laissait entrevoir des signes d'inversion ; les demandeurs d'emploi sont, par conséquent, encore 285 600 de plus qu'au printemps 2008. Qui plus est, l'évolution du marché du travail paraît encore plus poussive en Ile-de-France qu'au plan national : en effet, même si l'inflexion y est limitée, le nombre de DEFM en France s'est réduit de 4,2 % depuis février 2016 tandis que la baisse est cantonnée à 1,2 % dans la région-capitale.

Note : les demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi sont regroupés en cinq catégories différentes ; parmi celles-ci, la catégorie A regroupe les demandeurs d'emploi sans aucune activité tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi.

Demande d'emploi en fin de mois (catégorie A, données cvs)



Sources : Direccte Ile-de-France et Dares

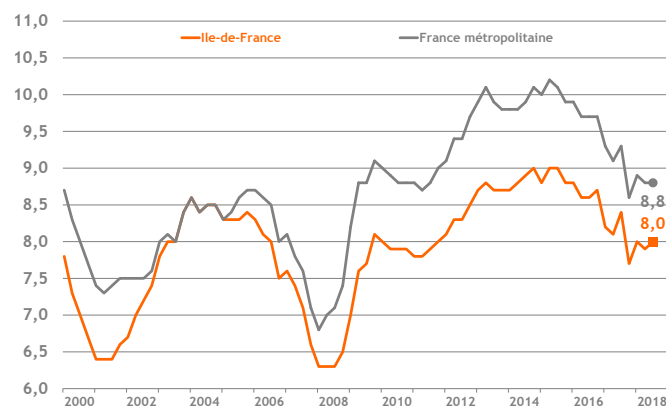
Taux de chômage

3^e trimestre 2018

8,0 %

L'évolution du taux de chômage francilien est très hésitante depuis début 2018 ; ainsi, après avoir augmenté de 0,3 point au premier trimestre, puis s'être réduit de 0,1 point au suivant, le taux régional a crû de 0,1 point en moyenne sur l'ensemble du troisième trimestre 2018 pour atteindre 8,0 %. Par conséquent, même si elle est toujours de 1,0 point depuis le dernier plus haut de la série à l'été 2015, la diminution est cantonnée à 0,1 point depuis le printemps 2017. Le taux de chômage régional peine donc à passer sous les points bas qu'il avait atteints au premier semestre 2011 (7,8 %) et reste, surtout, supérieur de 1,7 point à son niveau d'avant-crise (6,3 % début 2008). L'évolution observée au plan national est tout aussi poussive : le taux de chômage (8,8 % en France métropolitaine) y est resté stable au troisième trimestre 2018. La hausse depuis la récession de 2008-2009 (+ 2,0 point) y est cependant restée plus importante qu'en Ile-de-France.

Taux de chômage (données cvs en moyenne trimestrielle, en %)



Source : Insee Ile-de-France

Immobilier d'entreprises

3^e trimestre 2018 - Surfaces de bureaux commercialisés

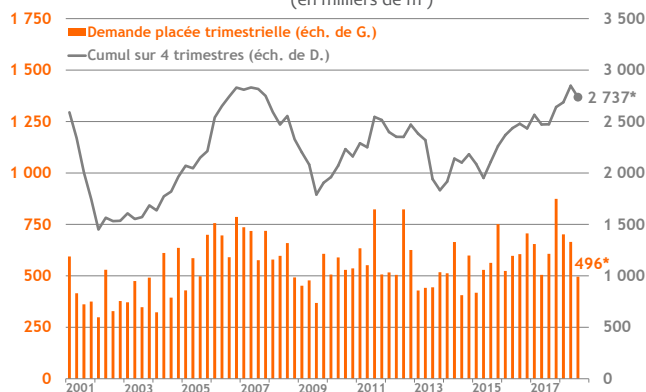
495 800 m²

Très dynamique depuis plusieurs trimestres, la demande placée de bureaux en Ile-de-France a subi un coup d'arrêt au troisième trimestre 2018 ; à 495 800 m² (soit un repli de 18,3 % par rapport au troisième trimestre 2017), elle est en effet ressortie sous les 500 000 m²

pour la première fois depuis le premier trimestre 2015. Le marché des grandes transactions qui avait jusque-là stimulé l'activité a particulièrement marqué le pas (les principales opérations ont à peine dépassé les 10 000 m², que ce soit la prise à bail de Dalkia dans « Europe » à La Défense ou celle de WeWork dans le 9^e arrondissement de Paris). En cumul sur les quatre derniers trimestres, les commercialisations de bureaux dans la région sont retombées à 2,7 millions de mètres carrés et ont donc calé sur les niveaux atteints en 2006 et 2007 (2 831 500 m² cumulés au maximum du troisième trimestre 2016 au deuxième trimestre 2017). Malgré tout, le taux de vacance des bureaux franciliens est au plus bas depuis 10 ans (5,5 %).

Evolution de la demande placée de bureaux en Ile-de-France

(en milliers de m²)



Source : GIE Immostat
* : données provisoires pour le 3^e trimestre 2018

Prix des logements anciens

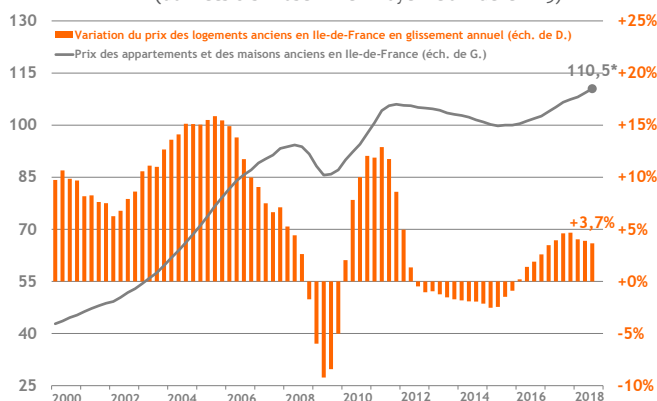
3^e trimestre 2018 - Prix des logements anciens - glissement annuel

+ 3,7 %

Le prix des logements anciens (appartements et maisons confondus) en Ile-de-France a continué à augmenter au troisième trimestre 2018 (+ 1,1 % par rapport au trimestre précédent) ; toutefois, le rythme de hausse se modère en glissement annuel : ainsi, alors que la variation sur un an avait atteint jusqu'à + 4,7 % au quatrième trimestre 2017, elle est retombée à + 3,7 % au troisième trimestre 2018. Malgré tout, la remontée des prix immobiliers franciliens depuis le dernier point bas du printemps 2015 s'écrit désormais à deux chiffres (+ 10,7 %) et les prix sont supérieurs de 4,2 % au précédent record historique enregistré au quatrième trimestre 2011. Il est à souligner que cette tendance haussière depuis mi-2015 est restée principalement impulsée par une évolution du prix des appartements deux fois plus rapide que celle des maisons (+ 12,8 % contre + 6,4 %).

Evolution des prix des appartements et maisons anciens en Ile-de-France

(données cvs - Base 100 en moyenne annuelle 2015)



Source : Insee Ile-de-France
* : données provisoires pour le 3^e trimestre 2018

Emploi intérimaire

Septembre 2018 - glissement annuel

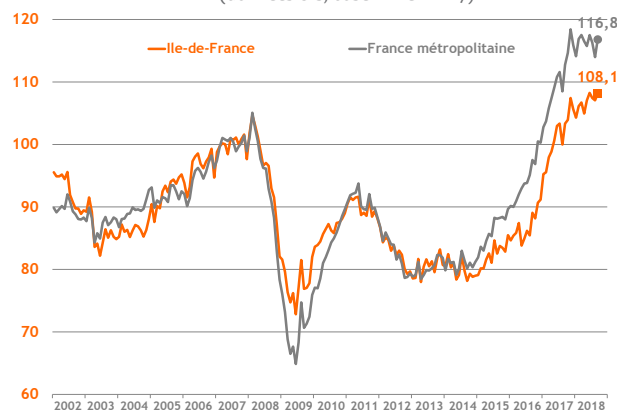
+ 4,6 %

L'emploi intérimaire a représenté 132 858 équivalents temps plein (ETP) en Ile-de-France en septembre 2018, soit une hausse de 4,6 % par rapport au même mois de 2017. Supérieur depuis le printemps 2017 à ses volumes d'avant la récession de 2008-2009, le nombre d'emplois intérimaires en ETP dans la région n'en est pas moins hésitant depuis près d'un an désormais et il a évolué par à-coups au troisième trimestre 2018 : - 0,8 % sur un mois en juillet, - 0,3 % en août puis + 1,0 % en septembre. Au final, il n'est supérieur que de 0,6 % à son niveau de novembre 2017, lorsque les premiers signes de décélération sont apparus. Pour autant, le marché de l'intérim semble moins à la peine ces derniers mois en Ile-de-France qu'au plan national : en septembre dernier, le volume de l'emploi intérimaire en France métropolitaine était en effet inférieur de 1,4 % à son dernier point haut de novembre 2017.

Note : les séries de données utilisées ici ont trait au volume de travail temporaire, en équivalents temps plein, par région de l'établissement utilisateur.

Evolution du volume de travail temporaire en équivalent temps plein

(données cvs, base 100 en 2007)



Source : Dares

Créations d'entreprises

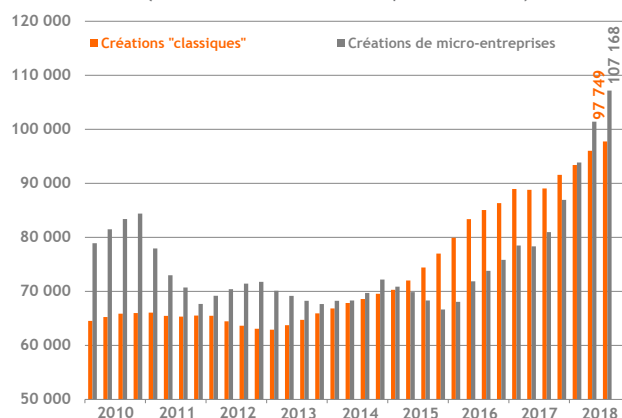
créations d'entreprises - 3^e trimestre 2018

46 687

Près de 46 687 entreprises ont été créées en Ile-de-France au troisième trimestre 2018. Ce volume a représenté une nouvelle forte augmentation en glissement annuel : ainsi, après les hausses de 18,5 % et 25,0 % enregistrées lors des deux premiers trimestres de 2018, le total des créations dans la région a bondi l'été dernier de 19,1 % sur un an. Egalement dans la continuité des trimestres précédents, l'évolution des créations sous le régime de micro-entrepreneur a été particulièrement dynamique (+ 29,2 % en glissement annuel) tandis que celle des créations « classiques » était plus modérée (+ 8,9 % par rapport au troisième trimestre 2017). A l'échelle nationale, le volume total de créations d'entreprises a également été nettement orienté à la hausse au troisième trimestre 2018 (+ 17,2 % sur un an) ; là aussi, le nombre de nouveaux micro-entrepreneurs a fortement crû (+ 27,6 % contre + 9,4 % pour les créations « classiques »).

Note : le terme « micro-entreprise » employé ici désigne le régime des auto-entrepreneurs jusqu'au 31 décembre 2014 et celui des micro-entrepreneurs à partir du 1^{er} janvier 2015.

Créations d'entreprises en Ile-de-France (données brutes en cumul sur quatre trimestres)



Source : Insee Ile-de-France

Défaillances d'entreprises

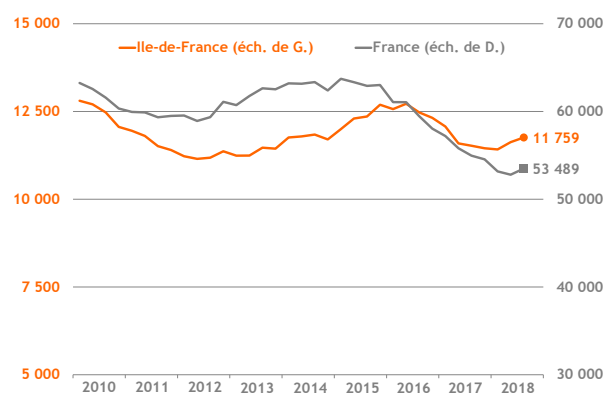
3^e trimestre - glissement annuel

+ 6,0 %

En repli entre le printemps 2016 et fin-2017, le nombre de défaillances d'entreprises en Ile-de-France est reparti à la hausse début 2018. Ainsi, dans la continuité de l'évolution observée au deuxième trimestre 2018 (+ 7,2 % en glissement annuel), le volume des défaillances dans la région a augmenté de 6,0 % au troisième trimestre 2018 par rapport au même trimestre de 2017. Même si cette remontée peut être relativisée compte tenu du niveau élevé des créations d'entreprises ces dernières années, le nombre de défaillances dans la région-capitale n'en a pas moins échoué à repasser sous ses points bas de l'automne 2012 et reste surtout très supérieur à ses niveaux d'avant la récession de 2008-2009. Au niveau national, malgré un trimestre de répit, le mouvement de baisse s'est également interrompu et le nombre de défaillances a crû de 6,5 % sur un an au troisième trimestre.

Défaillances d'entreprises

(données brutes en cumul sur quatre trimestres)



Source : Insee Ile-de-France

Dépenses de consommation des ménages

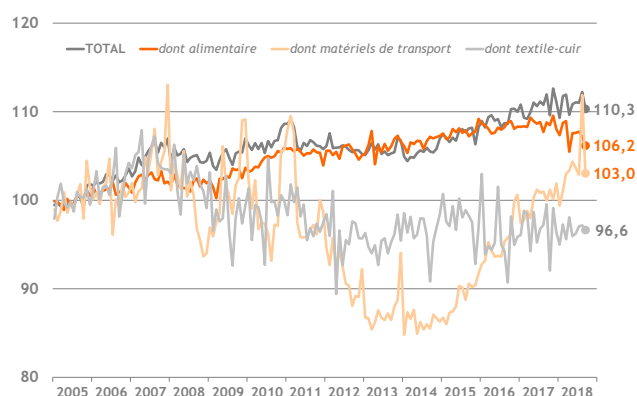
3^e trimestre 2018 - glissement annuel

- 0,1 %

Après avoir déjà marqué le pas depuis le quatrième trimestre 2017, les dépenses de consommation en biens des ménages français ont de nouveau peiné au troisième trimestre 2018. Ainsi, malgré une hausse de 0,6 % sur un trimestre, l'évolution de la consommation a été nulle en glissement annuel (- 0,1 %) alors qu'elle avait atteint jusqu'à + 2,5 % au troisième trimestre 2017. Le renforcement de l'inflation (+ 2,3 % en juillet et en août derniers tandis qu'elle était inférieure à 1,0 % un an plus tôt) et, notamment, la hausse du prix du pétrole, ont pesé sur le pouvoir d'achat et les dépenses des ménages. Les tendances sont toutefois restées hétérogènes selon les biens ; en effet, les dépenses en matériels de transport ont augmenté de 5,3 % sur un an tandis que les achats en biens alimentaires se sont contractés de 1,3 %.

Indices du volume des ventes de biens en France

(données cvs, base 100 en 2005)



Source : Insee

Commerce extérieur

Exportations - 3^e trimestre 2018 - glissement annuel

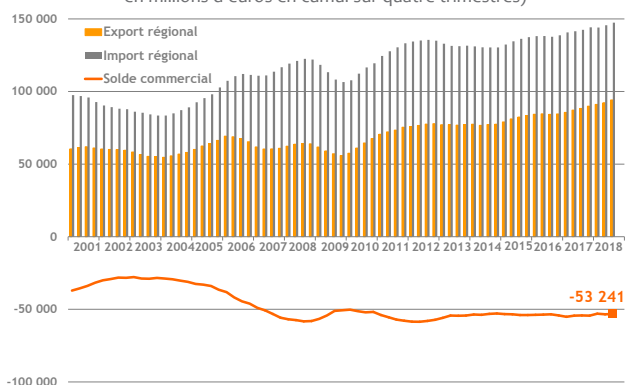
+ 9,0 %

Les exportations en valeur déclarées par les entreprises franciliennes ont nettement augmenté en glissement annuel au troisième trimestre 2018 (+ 9,0 %) ; ce résultat s'est inscrit dans la lignée des hausses observées au cours des trimestres précédents (+ 5,1 % notamment au trimestre précédent). L'évolution du taux de change de l'euro face au dollar (la devise européenne a oscillé autour de 1,15 \$ tout au long de l'été dernier alors qu'elle approchait 1,25 \$ début 2018) semble avoir contribué à la bonne tenue des exportations. Les importations ont également augmenté au troisième trimestre 2018 mais dans une moindre mesure (+ 5,1 % par rapport au troisième trimestre 2017). Malgré tout, le déficit commercial francilien est resté supérieur à 12,0 milliards d'euros au troisième trimestre 2018 et à 53,0 milliards d'euros en cumul sur les douze derniers mois.

*CAF/FAB : comptabilisation qui consiste à considérer les importations coût, assurance et frais compris jusqu'à notre frontière et les exportations, franco à bord à notre frontière.

Commerce extérieur d'Ile-de-France

(données brutes CAF/FAB* hors matériel militaire, en millions d'euros en cumul sur quatre trimestres)



Source : Direction générale des douanes et droits indirects, Ministère de l'Économie et des Finances

Hôtellerie

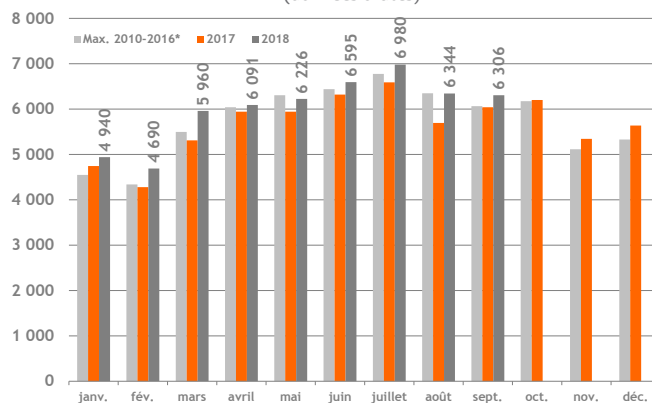
nuitées dans les hôtels franciliens - 3^e trimestre 2018 - glissement annuel

+ 7,1 %

Dans la continuité des résultats observés depuis deux ans, le secteur de l'hôtellerie francilienne est resté favorablement orienté à l'été 2018. Ainsi, en moyenne sur l'ensemble du troisième trimestre 2018, le nombre de nuitées dans les hôtels de la région a crû de 7,1 % par rapport à la même période de 2017. Ce mouvement haussier a été impulsé par la clientèle étrangère (+ 11,2 % par rapport à l'été 2017) tandis que le nombre de nuitées de la clientèle hexagonale est resté quasiment stable (+ 0,3 %). Le nombre cumulé de nuitées sur les douze derniers mois qui avait franchi pour la première fois le cap des 70,0 millions en juin dernier atteint désormais plus de 71,3 millions ; ainsi, à fin-septembre, il était supérieur de 3,0 millions au précédent record historique enregistré mi-2012.

Nombre de nuitées dans l'hôtellerie

(données brutes)



Source : Insee Ile-de-France (champ : hôtels de 0* à 5*)

* : la série « Max. 2010-2016 » correspond au maximum du nombre de nuitées de chacun des mois de 2010 à 2016

Trafic aéroportuaire

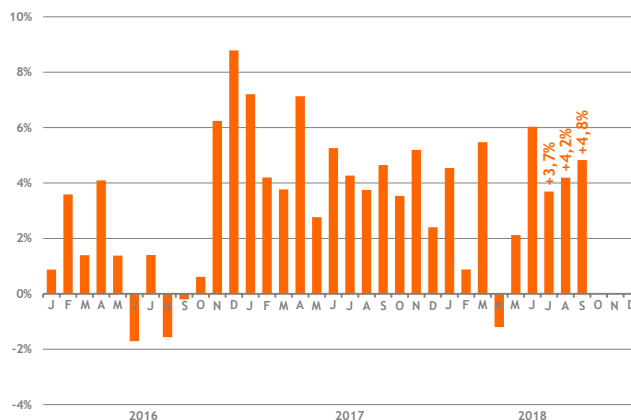
trafic passagers - 3^e trimestre 2018 - glissement annuel

+ 4,2 %

Comme au cours de la première partie de l'année, le trafic passagers de Paris Aéroport a évolué favorablement à l'été 2018. Ainsi, le troisième trimestre 2018 est devenu le meilleur troisième trimestre de l'histoire de Paris Aéroport et, en moyenne sur l'ensemble du trimestre, la hausse s'est élevée à 4,2 % par rapport à la même période de 2017. Mensuellement, les hausses sur un an ont oscillé autour des 4,0 % (de + 3,7 % au minimum en juillet jusqu'à + 4,8 % en septembre). Cette tendance haussière est à l'œuvre aussi bien à Roissy qu'à Orly. Les premiers résultats disponibles pour le quatrième trimestre 2018 montrent que cette évolution favorable s'est prolongée : un nouveau record annuel au-delà des 105,0 millions de passagers a ainsi été établi, Roissy, deuxième aéroport européen, franchissant notamment pour la première fois le cap des 70,0 millions.

Trafic passagers de Paris Aéroport

(variation par rapport au même mois de l'année précédente)



Source : Paris Aéroport

Industrie

Orientation toujours favorable

Malgré des fermetures de sites en août, l'activité dans l'industrie francilienne a été globalement bien orientée au troisième trimestre 2018. Elle a notamment été stimulée en septembre par l'intensification des cadences de production dans l'industrie automobile. Toutefois, le taux d'utilisation des capacités de l'outil productif est resté en deçà de sa moyenne de longue période.

A court terme, le recul de la demande intérieure va peser sur les niveaux de production dans la plupart des sous-secteurs industriels ; les chefs d'entreprise franciliens attendent toutefois un rebond rapide.

Bâtiment et travaux publics

Nouvelle intensification de l'activité

Après avoir vu sa progression se modérer début 2018, l'activité du BTP en Ile-de-France a retrouvé du tonus dès le printemps suivant ; elle est en effet portée à la fois par le volume important des mises en construction de logements et par les importants projets d'aménagement dans la région. Ainsi, au troisième trimestre 2018, le volume d'affaires du bâtiment s'est encore accru, tant pour le gros œuvre que pour le second œuvre ; qui plus est, les carnets de commandes sont bien garnis et permettent aux chefs d'entreprise du secteur d'anticiper une nouvelle hausse de l'activité dans les prochains mois. Parallèlement, les travaux publics sont restés fortement sollicités par les projets du Grand Paris et cette tendance n'a pas de raison de ne pas se prolonger. Dans ce contexte, les recrutements sont nombreux.

Services marchands non financiers

Le dynamisme se confirme

L'activité dans les services marchands non financiers franciliens est restée bien orientée au troisième trimestre 2018. L'activité a particulièrement progressé à la rentrée dans le transport routier de marchandises, dans l'édition, dans l'ingénierie technique et dans les services administratifs ; il est à noter que, à l'inverse, l'activité est toujours morose dans le conseil en publicité.

Les professionnels du secteur sont confiants quant à l'évolution de leurs volumes de prestations pour début 2019 ; les perspectives sont par conséquent positives et de nouvelles embauches seront nécessaires pour satisfaire la demande.

Source : ces résultats sont issus de l'enquête de conjoncture menée par la Direction générale Ile-de-France de la Banque de France auprès d'un échantillon représentatif d'entreprises appartenant aux principaux secteurs de l'économie régionale.
www.banque-france.fr/statistiques/tendances-regionales/tendances-regionales-ile-de-france

Dossier du trimestre

Tourisme dans les métropoles mondiales : quel positionnement de Paris Ile-de-France face à ses concurrentes ?

Du fait de leur poids économique, financier et politique, Paris, Londres, New York, Shanghai et Tokyo constituent les métropoles qualifiées de global cities ; au-delà de l'ampleur de la valeur ajoutée créée par les grands groupes qui y sont implantés, de la puissance de leur place financière ou encore de la qualité de leur écosystème éducatif, ces cinq métropoles sont aussi parmi les principales destinations mondiales du tourisme, qu'il s'agisse du tourisme de loisirs ou du tourisme d'affaires.

Paris et l'Ile-de-France contribuent très nettement à la position de la France en tant que première destination touristique mondiale : en 2017, l'Ile-de-France a accueilli 48,0 millions de touristes, dont 20,5 millions de visiteurs internationaux. Par rapport à 2014, c'est-à-dire par rapport au point haut ayant précédé les attentats de novembre 2015, la fréquentation touristique a augmenté de 4,7 % au global et de 6,7 % pour la clientèle internationale. Toutefois, la consommation touristique qui s'est élevée à 20,5 milliards d'euros en 2017 est restée inférieure à ses niveaux de 2014 et de 2015. Les grands événements à venir tels que les Jeux Olympiques de 2024 mais aussi la Coupe du Monde de Rugby de 2023 devraient encore stimuler ce dynamisme.

Londres, principale métropole concurrente de Paris Ile-de-France en Europe, a reçu 32,0 millions de touristes dont 19,8 millions de visiteurs internationaux en 2017. Par rapport à 2014, la fréquentation a augmenté de 11,1 % au global et de 13,9 % pour les seules clientèles internationales. Depuis 2012, année au cours de laquelle la capitale britannique a accueilli les Jeux Olympiques d'été, la fréquentation touristique internationale a augmenté de 28,2 % ; cet événement a fortement contribué au rayonnement touristique de Londres puisqu'entre 2008 et 2012, le nombre d'arrivées internationales ne progressait que de 4,8 %.

New York a enregistré 62,8 millions de touristes en 2017, dont 13,1 millions de visiteurs internationaux. Entre 2010 et 2017, la fréquentation touristique a progressé de 28,7 % au global et de 33,7 % pour les seules clientèles internationales. Après une phase de forte croissance entre 2010 et 2013, le rythme de progression des clientèles internationales s'est modéré en raison de la hausse du dollar face aux autres devises. Les dépenses générées par le tourisme étaient estimées en 2016 à environ 43 milliards de dollars, largement supérieures à celles de Paris et sa région.

Tokyo a pour sa part accueilli 13,1 millions de touristes internationaux en 2016. Par rapport à 2014, la fréquentation internationale a augmenté de 47,2 %. L'assouplissement des mesures d'obtention des visas mais aussi l'accueil des JO en 2020 profitent pleinement au dynamisme de la ville. En 2017, les touristes internationaux ont généré 11,9 milliards de dollars dans la capitale japonaise.

Shanghai a accueilli 7,2 millions de touristes internationaux en 2017. Comparativement à 2016, la ville a enregistré une augmentation de 4,2 % de sa fréquentation. Shanghai est l'une des principales destinations du tourisme chinois de loisirs et d'affaires. Les visiteurs domestiques ont contribué en 2016 à hauteur de 86,5 % à la consommation touristique totale qui s'élève à 30,2 milliards de dollars. Cependant, malgré l'accueil de l'exposition universelle de 2010, la ville peine à renforcer sa visibilité sur le plan mondial.

Pour en savoir plus :

« Tourisme dans les métropoles mondiales : quel positionnement de Paris Ile-de-France face à ses concurrentes ? », Enjeux Ile-de-France du Crocis n°208 et 209 (en collaboration avec le Comité Régional du Tourisme Paris Ile-de-France et le pôle Tourisme, Congrès et Salons de la CCI Paris Ile-de-France), études téléchargeables sur www.crocis.cci-paris-idf.fr

Publication rédigée par Mickaël LE PRIOL

Pour en savoir plus :

Le Crocis publie également une note semestrielle de synthèse sur la situation de l'emploi et de la conjoncture économique en Ile-de-France ainsi que des tableaux de bord de la conjoncture des départements franciliens. Ces documents sont tous téléchargeables sur notre site www.crocis.cci-paris-idf.fr dans la rubrique « Conjoncture ».

Le Centre Régional d'Observation du Commerce de l'Industrie et des Services de la Chambre de commerce et d'industrie de Région Paris - Ile-de-France analyse les grandes mutations économiques de l'Ile-de-France et de ses territoires. Il rassemble et traite les principales données structurelles et conjoncturelles permettant d'identifier et d'analyser les évolutions économiques de l'Ile-de-France

CROCIS de la CCI Paris Ile-de-France - 27 avenue de Friedland - 75382 PARIS cedex 08
tél. : +33 (0) 1 55 65 82 00 - fax : +33 (0) 1 55 65 82 62 - e-mail : crocis@cci-paris-idf.fr

Retrouvez toutes nos publications sur www.crocis.cci-paris-idf.fr
Suivez nous sur Twitter https://twitter.com/CROCIS_CCI_IDF

Responsable : Isabelle SAVELLI
Industrie - Démographie d'entreprises : Yves BURFIN
Commerce - Enquêtes - Développement durable : Julien TUILLIER
Conjoncture - Benchmark européen : Mickaël LE PRIOL
Services : Bénédicte GUALBERT
Veille économique : Marielle GUERARD, Charlotte BIZIEUX
PAO - Multimédia : Nathalie PAGNOUX
Administration - Secrétariat : Isabelle BURGOT-LAMBERT

Directeur de la publication : Stéphane FRATACCI
Directeur de la rédaction : France MOROT-VIDELAINE
Rédacteur en chef : Isabelle SAVELLI-THIAULT
Maquette et mise en page : Nathalie PAGNOUX

Crédit photo : ©Ph. Guignard - Air Images - CCI Paris Ile-de-France
Reproduction autorisée à la condition expresse de mentionner la source

Dépôt légal : Janvier 2019

ISSN : 1266-3255